(N^o 70.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1878-1879.

Projet de Loi tendant à accorder diverses Naturalisations ordinaires.

(Voir les N^{os} 27 du Sénat et 80 de la Chambre des Représentants, session 1878-1879.)

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

I.

Vu la demande du sieur Germain LEFÈVRE, propriétaire-cultivateur, à Beauwelz (province de Hainaut), né à Houdrepuis (France), le 14 avril 1830, tendant à obtenir la naturalisation ordinaire ;

Attendu que les formalités prescrites par les articles 7 et 8 de la loi du 27 septembre 1835 ont été observées ;

Attendu que le pétitionnaire a justifié des conditions d'âge et de résidence exigées par l'art. 5 de la dite loi ;

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Naturalisation ordinaire est accordée audit sieur Germain LEFÈVRE.

Le pétitionnaire est né dans une commune frontière. Il s'engage à payer les droits d'enregistrement auxquels sa naturalisation sera soumise. Il est père de famille et vit honorablement de ses travaux agricoles. Les autorités consultées appuient sa demande que la Commission vous propose d'accueillir.

La formule qui précède est applicable à chacune des demandes des sieurs :

II.

René-Charles-François COTTEAU, propriétaire, à Houthulst (province de la Flandre occidentale), né à Douai (France), le 3 juin 1849.

Le pétitionnaire habite la Belgique depuis 1870 et y possède d'importantes propriétés. Son père était conseiller à la Cour d'appel de Douai, sa mère était Belge. Il a satisfait en France aux lois sur le service militaire et s'engage à payer les droits auxquels sa naturalisation sera soumise. Les autorités consultées appuient unanimement sa demande. La Commission est aussi d'avis de l'accueillir.

(2)

III.

Louis-Antoine CHRISTOPHE, ingénieur-constructeur, à Etterbeek lez-Bruxelles, né à Paris le 17 novembre 1827.

Le pétitionnaire, après avoir satisfait à la loi du recrutement en France, s'est fixé en Belgique en 1870. Il vit de son industrie. Les autorités consultées sont favorables à sa demande. Il s'engage à payer les droits auxquels elle sera soumise. La Commission conclut à son admission.

IV.

Jean-Pierre ANGELSBURG, lieutenant du génie, né à Perlé (grand-duché de Luxembourg), le 31 mai 1847.

Le pétitionnaire, après avoir fait ses études et satisfait à la milice dans son pays natal, est entré dans les rangs de l'armée belge, en 1866. Il y a passé par tous les grades inférieurs; admis à l'École militaire, il y fut nommé sous-lieutenant; désigné pour l'arme du Génie, il y devint lieutenant. Sa conduite est à l'abri de tout reproche. Il s'engage à payer les droits de sa naturalisation. La Commission accueille sa demande.

V.

Antoine ANGELSBURG, sous-lieutenant au 8^e régiment de ligne, né à Perlé (grand-duché de Luxembourg), le 26 mars 1849.

Le pétitionnaire a satisfait à la milice dans le Grand-Duché. Il s'est ensuite engagé comme soldat au régiment des Grenadiers belges, en 1870. Après avoir franchi tous les grades inférieurs, il a été nommé officier. Ses chefs appuient sa demande. Il s'engage à solder les droits auxquels sa naturalisation sera soumise. La Commission est d'avis de l'accueillir.

VI.

Adolphe-Hippolyte-Marcel HELMUTH DE HADELN, sous-lieutenant au 14^e régiment de ligne, né à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg), le 16 janvier 1852.

Le pétitionnaire a obtenu la naturalisation en 1874, mais il a négligé de l'accepter dans le délai prescrit par la loi. Il la réclame de nouveau. Les autorités consultées et ses chefs appuient sa demande. Il s'engage à payer les droits auxquels sa naturalisation sera soumise. La Commission conclut à son admission.

VII.

François SPEYER, sous-lieutenant au 3^e régiment de chasseurs à pied, né à Luxembourg le 23 juillet 1852.

Le pétitionnaire s'est engagé dans les rangs de l'armée belge en 1867; il y a passé par tous les grades inférieurs et est parvenu à celui d'officier en 1875. — Ses chefs appuient sa demande. Il s'engage à payer les droits imposés à sa naturalisation. La Commission conclut à son admission.

VIII.

Otto-Jean GEERLING, architecte, à Bruxelles, né à Woerden (Pays-Bas), le 22 février 1829.

Le pétitionnaire habite Bruxelles depuis 1849 et s'y est marié. Elève, puis collaborateur de M. l'architecte Pauwels, il a continué les affaires de ce dernier après son décès. Il s'engage à payer les droits auxquels sa naturalisation sera soumise. Les autorités consultées sont toutes favorables à sa demande, que la Commission croit aussi pouvoir accueillir.

(3)

IX.

Manuel-James-Henri VAN DRUNEN, élève à l'Université de Bruxelles, né à Paris le 9 avril 1856.

Le père du pétitionnaire était Néerlandais et sa mère Française. Il habite la Belgique depuis l'âge de six ans et y a fait toutes ses études. Il était, en vertu des lois de son pays, exempt du service militaire. Il s'engage à payer les droits imposés à sa naturalisation. Les avis obtenus sur son compte lui sont favorables. La Commission conclut à son admission.

X.

Emile-Joseph-Hubert BONJOUR, négociant, à Liège, né à Aix-la-Chapelle (Prusse), le 3 février 1838.

Le pétitionnaire habite la Belgique depuis son enfance. Il y a satisfait à la milice et est aujourd'hui officier de la Garde civique de Liège. Son commerce de bois lui assure une position aisée. Il s'engage à payer les droits imposés à sa naturalisation. Les autorités consultées appuient sa demande. La Commission lui est aussi favorable.

XI.

Eugène-Aimé FLAGEY, négociant, à Chimay (province de Hainaut), né à Eppe-Sauvage (France), le 21 février 1849.

Né d'un père français et d'une mère belge, il habite la Belgique depuis son enfance. Il a satisfait au service militaire dans son pays d'origine. Il vit honorablement de son négoce et a épousé une Belge. Il s'engage à solder les droits qui frappent sa naturalisation. Les avis obtenus sur son compte lui sont favorables. La Commission conclut à son admission.

XII.

Antoine LAURAIN, commerçant, à Liège, né à Grand-Failly (France), le 11 janvier 1845.

Le pétitionnaire a satisfait aux lois sur le service militaire en France. Il habite la Belgique depuis 1865 et Liège depuis 1869. Son commerce paraît prospérer. Il s'engage à solder les droits imposés à sa naturalisation. Les avis recueillis sur son compte lui sont favorables. La Commission conclut à son admission.

XIII.

Gérard-Hubert-Théophile HOEBERECHTS, tanneur, à Bressoux (province de Liège), né à Maestricht, le 21 décembre 1825.

Le pétitionnaire, après avoir satisfait à la milice dans sa ville natale, est venu s'établir en Belgique en 1863. Il a d'abord habité Liège, puis s'est fixé à Bressoux où il a créé une tannerie qui prospère. Il est marié et père de famille. Il s'engage à payer les droits imposés à sa naturalisation. Les renseignements recueillis sur son compte sont des plus favorables. La Commission conclut à son admission.

XIV.

Daniel de MORENHOFEN, traducteur juré près de la Cour d'appel, à Liège, né à Enzen (Prusse), le 6 décembre 1827.

Le pétitionnaire habite Liège depuis une dizaine d'années; il s'y est marié avec une Belge. Il a été exempté du service militaire dans sa patrie. Il est professeur à l'École supérieure d'adultes et à l'École moyenne. Les autorités sont favorables à sa demande. Il s'engage à acquitter les droits imposés par la loi à sa naturalisation. La Commission conclut à son admission.

(4)

XV.

Jean-Guillaume-Christian DOTT, maréchal-ferrant, à Namur, né à Weilburg (duché de Nassau), le 11 août 1837.

Le pétitionnaire s'est établi à Namur en 1859 et y a épousé une Belge. Il avait satisfait au service militaire dans son pays natal et était autorisé à s'expatrier. Les avis obtenus sur son compte lui sont favorables. Il s'engage à payer les droits imposés à sa naturalisation. La Commission conclut à son admission.

XVI.

Léonard Gangolf, maréchal-ferrant, à Welkenraedt (province de Liège), né à Valender-Meyerode (Prusse), le 15 juin 1829.

Le pétitionnaire habite la Belgique depuis 1866 et a été autorisé à y établir son domicile par arrêté royal du 13 juillet 1874. Il a satisfait au service militaire dans son pays natal. Il vit honorablement de son travail et s'engage à payer les droits auxquels sa naturalisation sera assujettie. Les autorités consultées sont favorables à sa demande que la Commission propose d'accueillir.

XVII.

Pierre-Antoine SCHOLL, négociant en pelleteries, à Namur, né à Aix-la-Chapelle (Prusse), le 16 décembre 1855.

Le pétitionnaire n'avait que quatre ans lorsque son père l'amena à Namur. Il n'a plus quitté cette ville, y a satisfait à la milice et y fait un commerce de pelleteries qui prospère. Les autorités consultées sont favorables à sa demande. Il s'engage à acquitter les droits imposés à sa naturalisation. La Commission conclut à son admission.

XVIII.

Jules LEPORCQ, scieur de long et boutiquier, à Macquenoise (province de Hainaut), né à Anor (France), le 9 décembre 1834.

Le pétitionnaire habite la Belgique depuis plus de 15 ans. Il a servi comme artilleur en France. Il vit honorablement de son travail, est marié et père de cinq enfants. Il s'engage à payer les droits fixés pour sa naturalisation. Les autorités consultées appuient unanimement sa demande. La Commission lui est aussi favorable.

XIX.

Jean-Antoine RIVERA, ouvrier au chemin de fer de l'État, à Ixelles lez-Bruxelles, né à Pontirone (Suisse), le 20 avril 1824.

Le pétitionnaire réside en Belgique depuis 1847 ; il était employé au chemin de fer du Luxembourg, et par suite de la cession de ce chemin de fer à l'État, il doit, pour conserver sa place, obtenir la naturalisation. Sa conduite ne laisse rien à désirer. Rivera n'a pas rempli les obligations militaires ni en Suisse, ni en Belgique ; mais, dans la situation particulière où il se trouve, la Commission croit pouvoir accepter les motifs qu'il donne pour expliquer comment il n'a pu s'acquitter de ces devoirs. Elle propose d'accueillir cette demande. Le pétitionnaire s'engage à payer le droit fixé pour sa naturalisation.